

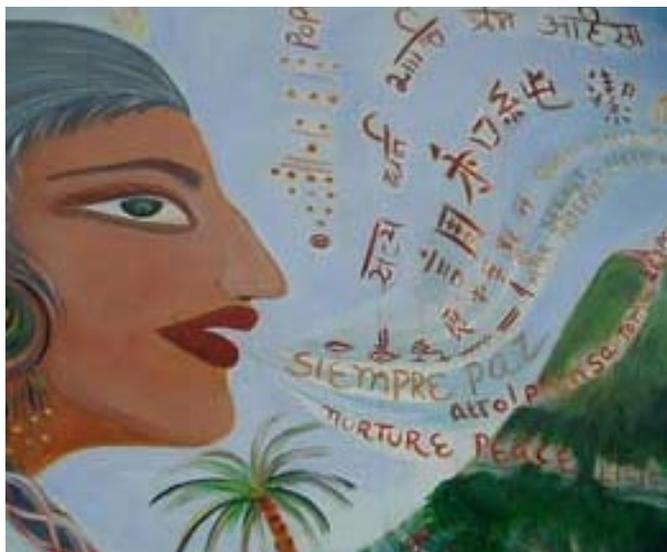


Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

LES LANGUES, ÇA COMPTE

« Le premier instrument du génie d'un peuple est sa langue », estimait l'écrivain français Stendhal. Alphabétisation, connaissances, intégration sociale... tout passe par la langue, qui incarne l'identité nationale, culturelle, parfois religieuse, des individus. Elle constitue une dimension fondamentale de l'être humain. Pourtant, les spécialistes estiment que dans quelques générations, plus de la moitié des 7 000 langues parlées dans le monde risquent d'avoir disparu, faute d'être présentes dans l'administration, l'éducation et les médias. C'est la raison pour laquelle, les Nations Unies ont déclaré 2008 Année internationale des langues, lancée par l'UNESCO le 21 février, Journée internationale de la langue maternelle.

Dossier réalisé avec le soutien du groupe intersectoriel pour les langues et le multilinguisme de l'UNESCO.



© Flickr/Liz Henry

Fresque murale multilingue.

Préoccupation essentielle des écrivains Boubacar Boris Diop et Jean Portante qui « migrent » d'une langue à une autre, dans le bonheur mais aussi dans la souffrance, la langue est aussi « un visa » pour les immigrés qui doivent s'adapter à la vie d'une nouvelle société, comme l'explique la psycholinguiste franco-serbe Ranka Bijeljic-Babić. La romancière afghane Spôjmaï Zariâb complète ses propos : « Une séparation brutale du contexte linguistique et culturel évoque en mon esprit l'image d'un arbre coupé un beau jour pour être planté dans une autre terre », dit-elle.

La sauvegarde des savoirs et savoir-faire est aussi intrinsèquement liée aux langues locales et autochtones. Tels le machaj juyai, « langue secrète » des médecins herboristes boliviens, les Kallawayas, dont

► l'histoire nous est dévoilée par Carmen Beatriz Loza, chercheuse à l'Institut bolivien de médecine traditionnelle à La Paz, ou la langue du peuple Aïnu, au Japon, dont l'agonie nous est racontée par Kaori Tahara, historienne d'origine aïnu.

Il y a les langues qui meurent, mais il y a aussi les langues qui émergent. Souvent séculaires, elles commencent à peine à occuper la scène publique, comme celles de l'ancienne Union soviétique, par exemple. Notre collègue Katia Markelova a choisi de vous parler du kirghiz.

Enfin, l'éducation est un facteur crucial pour la sauvegarde ou le développement d'une langue : le linguiste indien Appasamy Murugaiyan plonge dans la relation langue-école qui est d'une rare complexité en Inde, pays abritant 1 650 langues et plus d'un million d'établissements scolaires.

Cette année, le *Courrier de l'UNESCO* fête son 60^e anniversaire et apporte à ses lecteurs des nouveautés avec les rubriques « Éclairage », qui annonce dans ce numéro l'Année internationale de la planète Terre (lancée à l'UNESCO le 12 février) et « Hommage », où vous trouverez des portraits de personnalités qui ont marqué l'histoire des lettres, des sciences et des arts à travers le monde.

Autre grande nouvelle, en cette Année internationale des langues : le portugais s'ajoute aux six éditions linguistiques du *Courrier*, disponible bientôt en ligne.

Et, surtout, votre magazine devient interactif ! À partir de ce numéro, vous pourrez donner votre avis et le faire publier en ligne. Dites nous ce que vous en pensez !

Jasmina Šopova

Sommaire

	Prêcher dans le désert ou miser sur l'avenir ? 3		L'étrange langue. Disons que c'est une baleine... 5		Langues et immigration : le bilinguisme est un atout 8
	Les secrets du machaj juyai-kallawaya 12		La saga de l'ainu 14		Le Kirghiz : une langue « émergente » 16
	Le casse-tête indien 19		Éclairage : Hubert Reeves 21		Hommage : Le « prince médecin » 23
	Le <i>Courrier</i> remonte le temps avec les langues 25		Le mois prochain : « Femmes entre deux rives » 25		Partenaires 24

Prêcher dans le désert ou miser sur l'avenir ?

Après une riche production en français, le romancier sénégalais Boubacar Boris Diop a décidé d'écrire en wolof. Pour une population pauvre, plurilingue et de tradition orale, les livres ne constituent pas une priorité. Et pourtant, les écrivains africains s'exprimant dans leurs langues nationales sont de plus en plus nombreux. Entretien.

Propos recueillis par Jasmina Šopova



© UNESCO/Gargi Shinde

Boubacar Boris Diop.

Vous avez écrit une dizaine de livres en français, avant de choisir le wolof, votre langue maternelle. Pourquoi ce revirement ?

En réalité, ma langue a toujours été là, en moi. Le seul problème qui se posait à moi, c'était la capacité à écrire dans ma langue. J'ai été « corrompu » par le français. Je parlais le wolof de tous les jours, mais je ne le possédais pas intimement.

Puis, il y a eu le Rwanda. Un groupe d'écrivains, dont je faisais partie, s'est rendu là-bas après le génocide, en 1998, dans le cadre de l'opération « Rwanda : écrire par devoir de mémoire ». Je me suis dit que si on a laissé tuer 10 000 Rwandais chaque jour pendant trois mois, si personne n'a rien fait, c'est que cela traduisait un certain mépris à l'égard de l'Afrique...

C'est à ce moment-là que j'ai décidé d'écrire dans ma langue maternelle. C'est devenu fondamental pour moi. Oh, les premiers temps étaient douloureux... J'avais très peur d'écrire un roman français en langue wolof. J'ai dû me forcer, mais les Diop sont têtus ! Puis, j'ai commencé à entendre des voix – des voix qui remontaient du passé. Et l'écriture est devenue très facile. Je suis convaincu que ce premier roman en wolof, *Doomi Golo* (Les petits de la guenon), est ce que j'ai écrit de mieux.

Écrire en wolof est donc aussi un acte politique ?

Absolument. Pour revenir au titre de mon roman *Les petits de la guenon : le singe, c'est quoi ?* C'est l'imitation de l'autre. Le passage qui résume le mieux ce livre est celui où l'on voit un immense miroir au milieu de nulle part. Deux gorilles se retrouvent face au miroir et ils y voient leurs propres images. Ils commencent à se battre contre leurs reflets et à force de taper dans le miroir, ils se blessent et meurent. Ce que nous appelons la haine de l'autre est en fait la haine de soi. Il faut pouvoir supporter son image dans le miroir, assumer son identité.

Je suis en train de traduire ce roman en français. Il paraîtra en France, en septembre 2008. ►

► **Pourquoi n'avez-vous pas choisi de le publier en français au Sénégal ?**

Parce qu'il n'existe plus que des éditeurs en langues nationales. Bonne nouvelle... même s'ils tirent la langue ! Ils travaillent avec enthousiasme, mais aussi avec des difficultés incommensurables : pas de rentabilité financière, pas de distribution... Il est vrai que l'État intervient de temps en temps. Il a financé par exemple la réédition de mon roman *Doomi golo*, dont le premier tirage de 3 000 exemplaires a été épuisé.

Outre mon éditeur, Papyrus, il y a l'Organisation sénégalaise d'Appui au Développement (OSAD) qui fait un travail remarquable. Et aussi les éditions ARED, mais ils sont spécialisés dans le domaine de la recherche et l'éducation pour le développement.

Combien de lecteurs pouvez-vous avoir en wolof ?

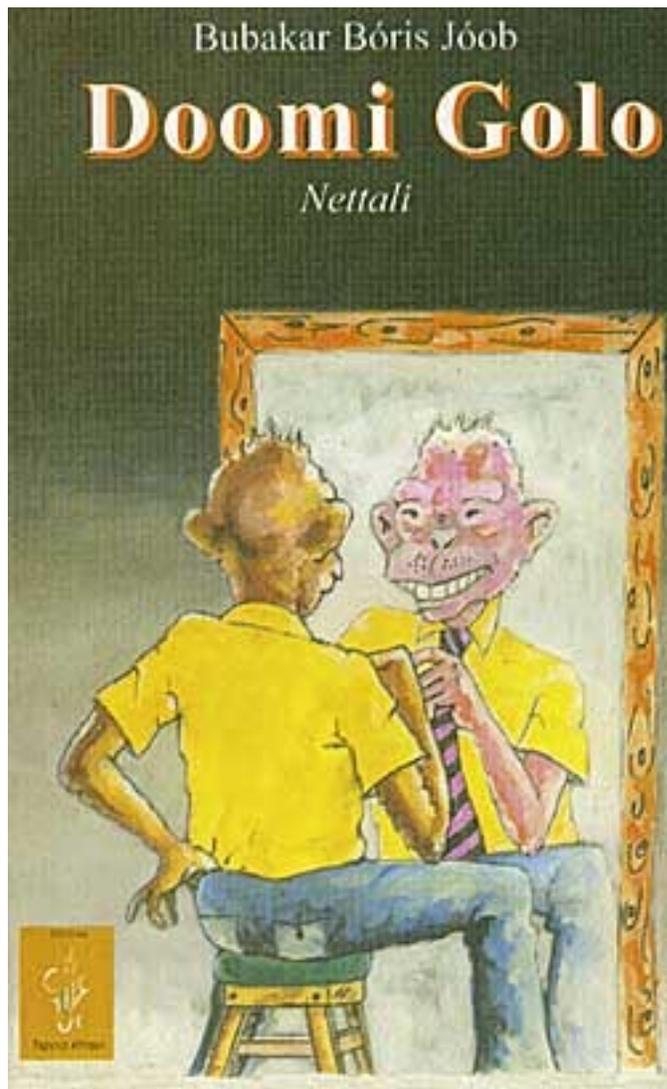
Si je devais me poser cette question, je n'aurais même pas commencé à écrire ! Il est vrai que chez nous, beaucoup de gens ne savent pas lire et ils n'achètent pas de livres. Puis ils ont d'autres priorités : la santé des enfants, nourrir la famille... Il y a aussi un autre phénomène : les personnes riches qui vivent dans les sociétés pauvres, préfèrent généralement acheter une belle voiture et non un livre. Parce qu'un bouquin, ça ne se voit pas.

Il faut accepter cette situation et parier sur la durée. Les ouvrages écrits aujourd'hui dans les langues africaines mettront du temps, mais finiront par se faire accepter. Il y a une trentaine d'années, la littérature en langues nationale n'existait pas, à l'exception de quelques cas isolés. Aujourd'hui la situation est inversée : des centaines de livres ont été publiés en wolof et en pulaar.

Il y a deux associations d'écrivains au Sénégal, l'une composée de francophones et l'autre, d'écrivains en langues nationales. Les seconds sont beaucoup plus nombreux, mais n'ont aucune visibilité, parce que nous vivons dans une société où la langue de prestige est le français.

Comptez-vous sur le lectorat de la diaspora ?

Beaucoup. Seulement, les nouvelles générations de la diaspora parlent, mais ne savent pas lire et écrire leurs langues maternelles. C'est pourquoi, j'ai eu l'idée d'organiser un atelier d'écriture en wolof avec



© UNESCO/Papyrus

Couverture de *Les petits de la guenon*, livre de Boubacar Boris Diop paru en wolof, chez Papyrus (Sénégal).

les jeunes issus de l'émigration sénégalaise en France. Au départ, les parents ne voyaient pas forcément l'intérêt pour leurs enfants d'apprendre leur langue maternelle. Mais la demande des jeunes était très forte. Nous commencerons le 25 février. C'est une idée insolite. Si elle marche, j'en serais très fier.

Souvent pour voyager d'une capitale africaine vers une autre, il faut faire une escale dans une capitale européenne. Est-ce que l'on observe le même phénomène dans le domaine des littératures africaines ?

Ce serait formidable si je pouvais traduire le Kenyan Ngugi wa Thiongo directement du kikuyu en wolof, sans passer par l'anglais et le français... À ma connaissance, il n'y a presque pas de traductions d'une

► langue africaine vers une autre. Mon roman *Les petits de la guenon* est actuellement traduit en pulaar. Mais qui va le traduire en swahili ? Attendons deux ou trois siècles !

L'Afrique a été partagée entre les puissances coloniales à Berlin en 1885. Les Africains se parlent à travers les langues coloniales. Et moi, par dérision, en référence au mur de Berlin, je dis que c'est cela notre « mur de Berlin ». Il est invisible, mais il sépare les pays anglophones, francophones et lusophones. Nous ne rencontrons pas.

Avec l'écrivain malien Moussa Konaté, qui dirige le festival francophone Étonnants voyageurs au Mali, nous avons souvent évoqué l'idée d'organiser une grande rencontre entre écrivains africains qui s'expriment en langues nationales. Une façon de fissurer au moins ce mur. Mais, c'est plus facile de trouver des sponsors pour les écrivains francophones que pour ceux qui écrivent en langues nationales. L'UNESCO pourrait être le lieu idéal pour une rencontre pan-

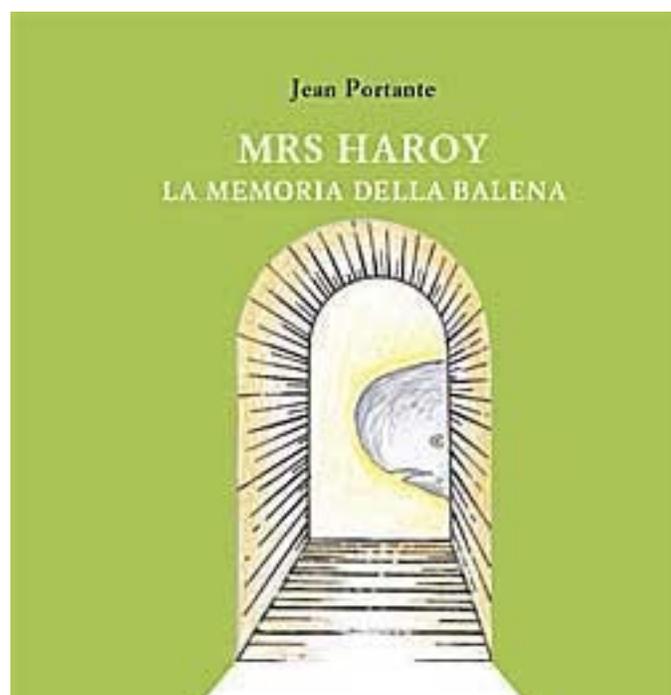


© UNESCO/Collection Présence Africaine

En 2006, l'UNESCO s'est associée au cinquantième du 1^{er} congrès des écrivains et artistes noirs. Photo de groupe des congressistes de 1956.

africaine de ce genre. D'autant que cette année, c'est l'année internationale des langues. Et c'est un espace international. Sans murs.

L'étrange langue. Disons que c'est une baleine...



D'origine italienne, né au Luxembourg, ayant appris le luxembourgeois dans la rue, fait ses études en français, allemand et anglais, puis approfondi ses connaissances de l'espagnol à Cuba, Jean Portante nous parle ici de son « étrange langue » faite de langues étrangères qui se bousculent dans sa tête de poète et de romancier.

© UNESCO/Éditions Empiria

Traduction italienne de *Mrs Haroy ou la Mémoire de la baleine* de Jean Portante.

► Les langues, dans ma tête sont des nébuleuses qui s'interpénètrent et donnent naissance à l'« étrange langue ». Chaque fois que je dis ou écris le mot « bougie » par exemple, tel un écho tout proche s'impose l'italien « bugia » qui n'en est que le frère ennemi. Car, si le français fait allusion à l'éclaircissement, à la lumière donc, si faible et fragile en soit la lueur, à la vérité aussi en quelque sorte, en italien, « bugia » signifie, sans ambiguïté aucune, « mensonge », absence de lumière. Quand je dis ou écris le mot « bougie », respire en lui, en se heurtant à la luminosité, le mensonge porteur d'obscur.

Ainsi travaille la baleine. Dans son corps de poisson apparent s'est faufilé le poumon de la mémoire terrestre, invisible à première vue. Comme elle, ma « bougie » cache dans son intimité ce qui l'efface. Ou l'« effaçonne ». La façonne en l'effaçant. Car ma « bougie » tout en n'étant déjà plus clarté n'en est pas pour autant encore occultation. Elle est le chemin qui de l'une va à l'autre. Tout comme la baleine, animal ni terrestre ni aquatique, est le voyage qui à partir du mammifère tente de rejoindre le poisson.

Tout ça travaillait peu, quand, adolescent, puis jeune homme, je passais mes examens, contais fleurette ou exerçais le métier de professeur (de français, déjà). Le nouveau pays, le Luxembourg, m'avait fait cadeau de trois langues. Je les utilisais selon les circonstances. Une vraie providence ! Lire Goethe, Rilke, Musil et Celan en allemand, Voltaire, Baudelaire, Rimbaud et Proust en français, est une aubaine. J'en suis redevable au pays choisi par les miens.

Les choses se sont gâtées quand je suis entré (tardivement) en écriture. Soudain, le trilinguisme ne me servait plus à rien. Soudain, l'heure était au choix. On ne peut écrire un livre dans plusieurs langues à la fois. Quoique.

Soudain aussi, je me suis rendu compte que, malgré le pluriel linguistique qui était le mien, aucun des outils que je m'étais forgés ne me permettait réellement de travailler. Il manquait la langue intérieure, celle qui, venant de plus loin et étant certes sur mes lèvres, m'avait fait découvrir Dante, Leopardi ou Pavese, mais était trop morte, pour savoir entrer dans mes livres.

J'ai donc entrepris cet autre voyage qu'est la longue conquête de l'écrit en jetant mon dévolu sur une cousine de cette langue-là, le français. Et, pour être honnête, au début, je m'y suis senti à l'aise. Comme un poisson dans l'eau. Loin de la baleine. L'animal du dedans a dit, ça y est, la conquête est finie, te voilà arrivé dans ta nouvelle demeure. Vivant.

Une anecdote non anodine

Anecdote. Ça se passe là où, il y a longtemps, le voyage a commencé, en Italie. Au printemps 1995, mon livre *Ouvert fermé* venait d'être traduit en italien et la faculté de philologie de l'Aquila, dans les Abruzzes, m'invita à venir le présenter. Nous voilà, ma traductrice et moi, dans *l'aula magna* de l'université, sacrifiant au rituel d'une lecture bilingue, comme cela se doit. La traductrice, Maria Luisa Caldognetto, lisant d'abord sa version italienne, moi enchaînant, pour faire entendre la mélodie de l'original, en français. Rien que de la routine bien rôdée avec le temps. À un certain moment cependant, un remous inexplicable se manifesta dans l'assistance. Le bourdon d'un bouquet de murmures se mit à accompagner, tel un écho désagréable, la lecture, chaque fois que c'était mon tour. Sentant que cela me déconcentrerait, je levai les yeux pour en identifier la source. Et ce fut de cela que profita un étudiant assis au premier rang pour nous interrompre.

– *Signor Portante* (il avait prononcé Portanté, à l'italienne, en accentuant la deuxième syllabe), *lei è Italiano, no?* (Vous êtes Italien, non?)

Je fis non, puis, me ravisant, oui de la tête.

– *Ma allora, perché non legge lei in italiano?* (Mais alors, pourquoi vous ne lisez pas, vous, en italien.)

La question ne nous avait pas effleurés, la traductrice et moi, au moment de commencer la présentation. Pour nous c'était normal que l'auteur lise l'original et la traductrice la traduction. La remarque de l'étudiant sema le trouble en moi. Du regard, j'interrogeai ma traductrice qui, à travers le sien, me fit comprendre qu'elle ne voyait aucun inconvénient à ce que nous invertissions les rôles. Ce que nous fîmes. Je pris le sien, et voilà que des vers italiens sortirent de ma bouche. L'auditoire était conquis. ►



© UNESCO/Stella Portante

Jean Portante lors d'une récente lecture à San Demetrio (Italie).

- Qu'un des leurs, expatrié, revienne au pays, lire dans leur langue des vers écrits ailleurs, les touchait.

Le moment où tout s'est inversé

Dans moi cependant, cela se passa tout autrement. L'animal du dedans se mit à protester. Je sentis que quelque chose d'inédit était en train de se produire. Cela m'émut, et je ne pus pas empêcher les larmes. Puis s'insinua, et ne voulut plus jamais disparaître, une grande tristesse.

Qu'était-il advenu ? Au fur et à mesure que j'avancais dans la lecture, je découvrais avec étonnement que ce que j'étais en train de lire n'était point la traduction de mes textes. Qu'en réalité, juste auparavant, quand de ma bouche émanaient les mots français, l'original donc, cette traduction avait fait son travail. Que la traduction était la véritable version originale de mes poèmes, et non le texte que j'avais écrit avant et qui, dans sa bouche, sonnait soudain comme une traduction. Tout s'était inversé.

Grâce à l'interpellation de cet étudiant perspicace à qui je dois cette révélation, je venais de me rendre compte que tout ce que j'avais cru jusque-là quant à mon écriture était faux. Que je mentais quand je

disais que j'écrivais en français. Que ce n'était pas vrai, ce qu'on prétendait de moi, à savoir que j'étais un écrivain luxembourgeois d'expression française, selon la formule consacrée. Que, comme la baleine, mon écriture cachait en elle, alors que d'aspect elle était française, le poumon d'une autre langue. Que mon écriture était de forme française, mais de respiration autre dont la matérialité du texte ne savait être qu'une traduction plus ou moins efficace. Que j'écrivais en étrange langue.

Jean Portante, écrivain italo-luxembourgeois

**« Qui suis-je ? C'est la question que les autres posent
Et elle est sans réponse
Moi ? Je suis ma langue, moi
Et je suis un, deux, dix poèmes suspendus
Voici ma langue
Je suis ma langue.
Et je suis ce que les mots ont dit
Sois notre corps, et je fus un corps pour leur timbre,
Je suis ce que j'ai dit aux mots
Soyez le confluent entre mon corps et l'éternité désert
Soyez, que je sois selon ce que je dis »**

Mahmoud Darwich (poète palestinien),
« Une rime pour les Mu'llaqât », *Pourquoi as-tu laissé le cheval à sa solitude ?*, Actes Sud, 1996.

Langues et immigration : le bilinguisme est un atout

Priver l'enfant immigré de sa langue maternelle, c'est créer une situation de conflit entre le modèle familial et le modèle social, c'est bafouer son identité. Si sa langue et sa culture étaient respectées par le système scolaire, il développerait une meilleure estime de lui-même et des autres.



© UNESCO/Fyona Ryan

Bienvenue à l'île de Gorée, Sénégal.

Une grande partie des États « développés » ont une langue officielle, mais une série d'autres langues sont parlées au quotidien par leurs populations de diverses origines ethniques. « On estime qu'en 2000, plus du tiers des citoyens de moins de 35 ans vivant en Europe de l'Ouest étaient issus de l'immigration », dit un document de l'UNESCO (2003) sur la diversité linguistique (voir lien), précisant que « dans l'Union européenne (UE), les plus grosses communautés issues de l'immigration sont d'origine turque et

maghrébine et qu'elles vivent en France, en Allemagne et au Royaume-Uni ».

Les politiques actuelles des pays occidentaux élaborent des lois qui durcissent les conditions d'immigration et introduisent des tests de langue et de culture. Demander aux candidats à l'immigration de connaître des rudiments de français, hollandais ou anglais, ainsi que des règles de base du fonctionnement des pays d'accueil ne paraît pas absurde.

Seulement, à l'arrivée, on essaie « d'effacer » de leur tête la langue maternelle pour peu qu'elle soit considérée comme une langue « mineure ». Souvenons-nous seulement de ce rapport concernant la sécurité intérieure d'octobre 2004, en France (voir lien). « [Pour les enfants de 1 à 3 ans] seuls les parents, et en particulier la mère, ont un contact avec leurs enfants. Si ces derniers sont d'origine étrangère elles devront s'obliger à parler le Français dans leur foyer pour habituer les enfants à n'avoir que cette langue pour s'exprimer » dit le rapport, en précisant : « Mais si elles sentent dans certains cas des réticences de la part des pères, qui exigent souvent le parler patois du pays à la maison, elles seront dissuadées de le faire. Il faut alors engager des actions en direction du père pour l'inciter dans cette direction ».

« en somnambule et par des chemins de contrebandiers, je passai de ma langue d'enfance à celle de mon pays d'élection »

Hector Bianciotti (écrivain français d'origine argentine)



© UNESCO/Niamh Burke

Une maman et son fils en Irlande.

- ▶ On aura remarqué au passage que le mot français, désignant une langue, est écrit avec une majuscule, ce qui est contraire aux règles de l'orthographe française. Et on peut supposer que par « parlars patois » on entend l'arabe, le chinois, le serbe...

Selon ce rapport le développement cognitif, scolaire et social des enfants qu'on ne forcerait pas à parler français à la maison serait compromis, car ils auraient inévitablement des troubles du langage, conduisant à des troubles de conduites, débouchant ultérieurement sur la délinquance !

La langue maternelle des immigrés au banc des accusés

Cette position absurde reflète une méconnaissance flagrante du développement du langage et du rôle de la langue maternelle dans la construction psychique, cognitive et culturelle d'un individu. Comment peut-on imaginer un instant qu'une mère puisse parler à son enfant une langue qu'elle ne maîtrise pas bien ? Comment peut-on ignorer que la langue maternelle véhicule les affects, qu'elle permet l'organisation des facultés cognitives, qu'elle symbolise – pour les enfants issus de l'immigration – la continuité entre le pays d'origine et la famille.

Priver l'enfant de la langue maternelle dans le foyer, c'est créer une situation de conflit entre le modèle familial et le modèle social, entre la famille et l'école, avec le risque pour le coup d'un appauvrissement des repères culturels et une socialisation fragile.

C'est aussi ne pas considérer le bilinguisme comme un atout mais comme un handicap, comme un obstacle à une scolarité et une intégration réussies, surtout quand il s'agit de langues qu'on appelle « rares » (c'est un comble !), comme l'arabe, le chinois ou le russe. Quand il s'agit de langues « socialement valorisées » comme l'anglais ou l'allemand, le bilinguisme devient un attribut d'élite !

Les thèses et propositions sur l'usage (ou plutôt le non usage) de la langue maternelle du Rapport sur la prévention de la délinquance de 2004 compte nombre d'adeptes dans des milieux politiques et enseignants en France, mais il a aussi suscité de violentes réactions : des associations, ONG, syndicats, intellectuels se sont mobilisés et le texte a été modifié. Dans la mouture de 2005, on peut lire : « Reconnaissance du bilinguisme précoce comme facteur d'intégration. Après moult débats, la commission a considérablement évolué sur le sujet. Il paraît là aussi que le maintien combiné de la langue maternelle et de la langue dominante permet aux enfants d'obtenir de meilleurs résultats à l'école [...]. »

Conflit ou dialogue des langues ?

Les vingt dernières années de recherche en psycholinguistique et sociolinguistique ont montré, sans équivoque, que l'acquisition et l'apprentissage de plusieurs langues par des enfants, quels que soient le milieu socioculturel et les langues en question, n'entrave en rien le développement cognitif et scolaire de ces enfants. Au contraire, les enfants bilingues montrent une plus grande rapidité et flexibilité dans certains apprentissages, développent de meilleures capacités de communication. S'ils manifestent un léger déficit en seconde langue, qui est souvent passager, ils compensent par un système mental plus riche, des capacités cognitives souvent plus efficaces, une vision du monde plus riche.

Quand les difficultés scolaires touchent les enfants des immigrés, la majorité des enseignants en France mettent en cause, en premier lieu, le conflit des langues et des cultures. Alors que si les langues et les cultures des immigrés étaient davantage mises en valeur, enseignées dans les écoles

- pour tous les élèves, respectées par le système scolaire et par la société dominante, les individus développeraient une meilleure estime d'eux-mêmes et donc des autres.

François Cheng, écrivain chinois arrivé à Paris à l'âge de 20 ans, sans connaître un mot de français, et membre de l'Académie française depuis 2002, écrit dans son livre *Le Dialogue* (Desclée de Brouwer, 2002) : « Le destin a voulu qu'à partir d'un certain moment de ma vie, je sois devenu porteur de deux langues, chinoise et française. Était-ce tout à fait dû au destin ? À moins qu'il y entrât tout de même une part de volonté délibérée ? Toujours est-il que j'ai tenté de relever le défi en assumant, à ma manière, les deux langues, jusqu'à en tirer les extrêmes conséquences. [...] Rien d'étonnant à ce que depuis lors, au cœur de mon aventure linguistique orienté vers l'amour pour une langue adoptée, trône un thème majeur : le dialogue... »

Dialogue entre les communautés, dialogue entre les langues... Les linguistes savent et soulignent que les immigrants contribuent au dynamisme et à l'enrichissement des langues comme l'anglais ou le français. Par exemple, le mélange du chinois, du coréen, du japonais et du vietnamien avec l'anglais est un phénomène mondial que les immigrants de diverses origines asiatiques utilisent pour communiquer entre eux, apportant ainsi leurs propres contributions linguistiques. Il en est de même pour le « spanglais », une langue hybride mélangeant anglais et espagnol qui est très populaire chez les jeunes aux États-Unis, qui est l'un des exemples les plus frappants de l'évo-



© Ambassade de Chine en France

Cérémonie de remise du titre de Professeur honoris causa de l'Université Tongji à François Cheng, de l'Académie française (à droite).

lution d'une langue face à l'immigration et à la mondialisation.

Ranka Bijeljic-Babić, psycholinguiste franco-serbe, Université de Poitiers et Paris 5 – CNRS. ►

Babylone reconquise



© UNESCO/Fiona Ryan

Une séparation brutale du contexte linguistique et culturel évoque en mon esprit l'image d'un arbre coupé un beau jour pour être planté dans une autre terre. L'arbre qui, jusqu'à ce jour, avait fait courir ses racines dans son propre sol, et se dressait ferme et solide sur ses racines, se trouva subitement déraciné, et s'évertua à s'enraciner à nouveau dans une autre terre et à rester debout.

L'image de cet arbre dans sa terre et dans cette autre terre embrase mon cœur et je pense à la détresse et à la solitude de cet arbre, et je sais très bien que ceux qui, à une époque de leur vie, ont été contraints de quitter leur territoire linguistique et culturel pour s'établir dans un autre territoire linguistique et culturel connaissent très bien cette détresse et cette solitude. Ils conçoivent bien le courroux de Dieu et vivent l'histoire de Babylone et de sa tour. L'histoire de ces hommes qui, voulant être Dieu, se consacrèrent à la construction d'une tour.

De jour en jour, la tour prenait forme et gagnait en altitude, elle s'approchait du ciel et ces hommes devenaient Dieu... Alors Dieu se mit en colère et leur enleva l'unité de leur langue. Plus personne ne comprit la langue de l'autre. La tour resta inachevée et le désir de devenir Dieu encore plus. Chaque langue devint un mur et les hommes se trouvèrent seuls et impuissants. Derrière ce mur, ils s'isolèrent et l'envie de devenir Dieu leur passa.

Il est possible que ce furent ces mêmes cris de solitude et cette absence d'interlocuteur intelligible qui prirent forme et firent naître la poésie et la littérature... et chaque langue devint un trésor dont la richesse ne connaît ni confins ni limites.

Si Dieu enleva à l'homme l'unité linguistique, l'homme, en revanche, créa la diversité de la traduction. Chaque traduction ouvrit une porte dans un mur, une porte donnant sur une autre langue, sur une autre culture, sur une autre existence et sur une autre richesse, pour que tout lecteur d'une autre langue puisse franchir ces portes, oublier Babylone et le courroux divin, pour qu'une autre langue devienne sa langue, une autre culture sa culture, une autre existence son existence et une autre richesse sa richesse.

Spôjmaï Zariab, romancière afghane

Les secrets du machaj juyai-kallawaya

Forgé au fil des siècles, le machaj juyai est une « langue secrète » encore parlée par quelques familles de médecins herboristes traditionnels, les Kallawaya, qui vivent dans les Andes boliviennes. Elle véhicule un savoir ancestral, aujourd'hui menacé, que l'UNESCO s'efforce de sauvegarder.



© Ministère de la Culture, Bolivie

Rituel kallawaya.

Les Kallawaya, médecins herboristes itinérants de la province de Bautista Saavedra, au nord de La Paz, ont élaboré au fil des siècles, une « langue de famille » au sein de leur groupe de parenté (ayllu), à l'intérieur duquel ils ont transmis leur savoir médical holistique de génération en génération. Ils l'ont appelée machaj juyai, la « langue des gens », encore parlée aujourd'hui par les huit ayllus des Kallawaya dans une province où la langue des relations sociales et quotidiennes est le quechua.

Cette langue suscite déjà l'intérêt des administrateurs coloniaux, et les chroniqueurs métis et hispaniques témoignent de sa « rareté ». Dès le 17^e siècle, des informations circulent concernant l'existence d'une langue spécialisée de médecins herboristes se consacrant à la préparation de remèdes destinés aux rois incas et à leur entourage.

Les Kallawaya et la Tour Eiffel

Cependant, les chercheurs du 19^e siècle ne reconnaissent pas une langue propre aux Kallawaya et les interrogent sur leur savoir en pharmacopée botanique dans une langue dominante des hauts plateaux,

l'aymara. Les Kallawaya la maîtrisent pour pouvoir communiquer avec un plus grand nombre de patients et élargir leur périmètre d'activité.

En vue de publier une liste de plantes médicinales à caractère industriel et de la présenter lors de l'Exposition Universelle de 1889, à l'occasion de laquelle la tour Eiffel fut construite à Paris, les scientifiques et les fonctionnaires boliviens demandent aux Kallawaya de décrire en aymara les propriétés de plus de cent plantes apportées en France à l'occasion de cette grande « fête de la civilisation ». L'idée selon laquelle les Kallawaya sont des Aymara se propage à ce moment-là.

Il faudra attendre un peu plus d'un demi-siècle pour que l'on accepte les Kallawaya comme un groupe spécifique possédant sa propre langue et ses propres formes d'expression. La langue machaj juyai-kallawaya sera entendue par des chercheurs dans des contextes cérémoniels ou curatifs, et il sera prouvé qu'elle servait aussi, dans une large mesure, comme langue de communication au sein du groupe.

Vers le milieu du 20^e siècle, il y a donc un regain d'intérêt pour la langue des Kallawaya comme expression de leur savoir. Pour certains le machaj juyai-kallawaya est une langue secrète des rois incas et de leurs collaborateurs les plus proches. D'autres experts essayent en vain d'établir des parallèles entre le machaj juyai et l'ancienne langue puquina ou l'uru des hauts plateaux andins. D'aucuns



© Flickr

La cosmovision andine de la culture kallawaya a été proclamé par l'UNESCO chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité en 2003.

► songent à une éventuelle parenté avec des langues de la jungle amazonienne, où les Kallawayas ont circulé à la recherche de ressources végétales, animales et minérales permettant de prévenir et de guérir les maladies. Le rôle de ces derniers en tant qu'intermédiaires entre les Incas et les populations de l'Amazonie a pu exercer une influence sur leur langue.

Chronique d'une mort annoncée

Manifestement, la langue des Kallawayas a subi l'influence du quechua, qui fut l'instrument de leur conversion forcée au catholicisme.

Les élites kallawayas furent persécutées au 17^e siècle, durant le combat mené par l'église catholique connu sous le nom d'« extirpation des idolâtries ». Les enfants étaient séparés des adultes, pour être élevés par des Espagnols ou des prêtres catholiques quechuas. Au 19^e siècle, le quechua exerça à nouveau une influence sur les Kallawayas, lorsque ceux-ci émigrèrent massivement vers le Pérou, où ils trouvèrent une clientèle importante, et devinrent même, au début du 20^e siècle, les médecins attitrés du Président Augusto Bernardino Leguía. Sur leur propre territoire, les Kallawayas subirent également la pression démographique des ayllus voisins, de langue quechua. C'est pourquoi le machaj juyai-kallawayas a aujourd'hui intégré presque toute la phonologie et la grammaire du quechua.

Plus près de nous, la vitalité du machaj juyai-kallawayas a été mise à rude épreuve lors de deux événements historiques. La première fut la Guerre du Chaco (1932-1935) entre la Bolivie et le Paraguay. Les Kallawayas furent mobilisés en tant qu'auxiliaires des médecins chargés de soigner l'énorme contingent indigène bolivien, constitué par des Aimaras et des Quechuas. Beaucoup de Kallawayas y perdirent la vie, ce qui eut de lourdes conséquences sur leur développement démographique ultérieur.

La seconde fut la Révolution de 1952, menée par le Mouvement national révolutionnaire (MNR), qui donna lieu à un changement social structurel : instauration du suffrage universel, nationalisation des plus grandes compagnies minières, redistribution des terres du pays. Le nomadisme traditionnel des Kallawayas céda le pas à leur sédentarisation dans des villes, où ils devinrent herboristes ou joailliers.

C'est dans cet environnement urbain que surgit l'idée de faire suivre des études universitaires de médecine aux jeunes Kallawayas, afin d'éviter leur inculpation pour la pratique des arts médicaux indigènes, sanctionnée par la loi bolivienne. Cela a créé un espace de lutte en faveur de la dépenalisation de la médecine indigène en Bolivie. Les Kallawayas se professionnalisent dans le cadre du savoir universitaire occidental pour obtenir la reconnaissance juridique de leur identité, mais ceci se fait au détriment d'une dimension culturelle fondamentale : la langue machaj juyai-kallawayas. Actuellement, une grande majorité de Kallawayas sont trilingues (castillan, aymara et quechua) et peu d'entre eux parlent couramment leur langue originelle.



© Flickr/Alex Shtrahman

Marché des sorciers où les Kallawayas vont s'approvisionner (La Paz, Bolivie).

Lors du recensement effectué en 2001 par l'État bolivien, l'existence du groupe ethnique kallawayas et de sa langue n'a pas été reconnue. La proclamation par l'UNESCO de la cosmovision des Kallawayas comme chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité ne bénéficie pas non plus d'une reconnaissance juridique. Actuellement, les Kallawayas effectuent des démarches en vue de la reconnaissance de leur existence juridique et de leur langue par le Parlement bolivien. La nouvelle Constitution (actuellement en projet) pourrait leur donner raison.

Carmen Beatriz Loza, chercheuse à l'Institut bolivien de médecine traditionnelle kallawayas (El Alto, La Paz, Bolivie)

La saga de l'ainu

Plusieurs fois millénaire, la langue ainu, parlée au nord du Japon, risquait de disparaître sous la pression politique du pouvoir central. À la fin du 20^e siècle, la tendance s'est inversée. Mais, n'étant pas enseigné à l'école l'ainu n'a pas encore assuré son avenir. Toutefois, le regain d'intérêt est incontestable.

Véritable énigme linguistique, l'ainu (ainu itak) ne peut être rattaché avec certitude à aucune famille de langues. Mais comme de nombreux spécialistes s'accordent pour dire que les Aïnu descendent des populations de l'ère Jōmon (de 11 000 à 600 ans av. J.-C.) qui peuplaient l'archipel japonais, il est très probable que leur langue tire ses origines des langues néolithiques.

Selon des sources historiques, le peuple ainu occupait originellement la partie septentrionale de l'archipel japonais. Les habitants de la région de Tohoku (au nord de la plus grande île du Japon, Honshu) devaient progressivement abandonner leur langue et culture dès le 14^e siècle, sous la pression du pouvoir central japonais. Mais plus au nord, à Hokkaido, ainsi que dans la partie sud de l'île de Sakhaline (le nord appartenant à la Russie) et dans les îles Kouriles, plus isolées, ils ont pu les conserver jusqu'à l'annexion de celles-ci par le nouveau gouvernement Meiji, en 1869.

Un peu plus tard, à la suite de la signature, en 1875, du « Traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles » entre le Japon et la Russie, la plupart des Aïnu du sud de Sakhaline ont été déplacés à Hokkaido. Les épidémies ont décimé la population. Le même sort a été réservé aux Aïnu des îles Kouriles, qui ont entièrement disparu après avoir été regroupés de force, pour des raisons de sécurité nationale, sur une île au large d'Hokkaido. Les autorités japonaises craignaient que ces Aïnu, dont certains s'étaient convertis au christianisme orthodoxe, servent d'espions aux Russes implantés dans les îles Kouriles.

À l'issue de la guerre russo-japonaise, un bon nombre d'Aïnu originaires de Sakhaline y sont retournés à partir de 1906, car le Japon contrôlait le sud de

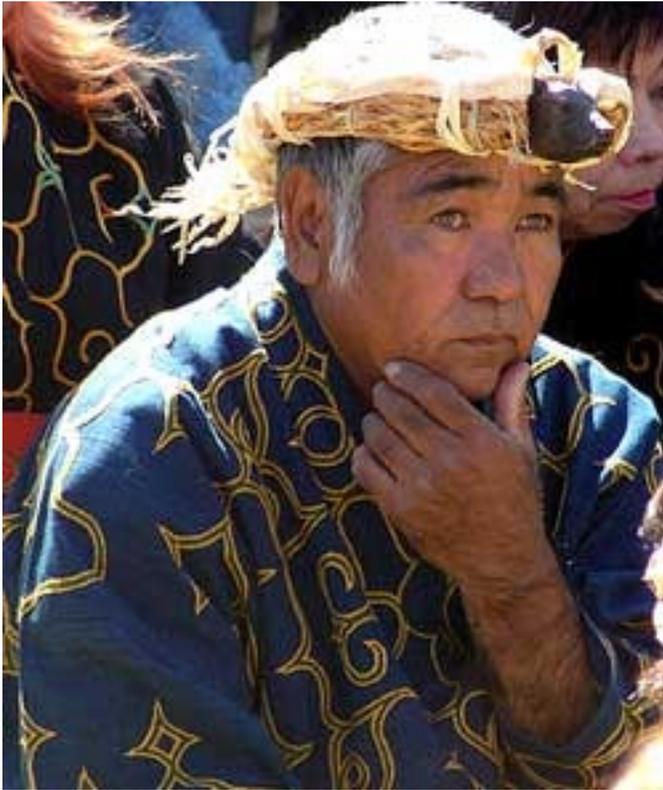


© Droits réservés

Dans le passé, les Aïnu occupaient la partie septentrionale de l'Archipel japonais.

l'île. Mais, sur ordre de Staline, ils ont tous été expulsés en 1945 et se sont installés à Hokkaido. Les traditions et le dialecte de Sakhaline disparaissaient au rythme des décès de ces expatriés qui, en général, n'avaient pas transmis leur savoir à la génération suivante.

Dès 1868, le gouvernement japonais a imposé un nouveau mode de vie aux Aïnu d'Hokkaido. Une série



© Flickr/Mistah Sinclair

Le nombre exact de locuteurs ainu n'est pas connu.

- d'interdictions concernant la pêche et la chasse, par exemple, ressources traditionnelles des Aino, a profondément ébranlé leur culture. La communauté a été stigmatisée, considérée comme sauvage et inférieure. Officiellement, les nouvelles autorités de Hokkaido n'ont jamais voulu éradiquer la langue ainu. Mais ils ont tout fait pour, notamment en construisant des écoles, réservées aux « aborigènes » où la langue japonaise leur était enseignée. Pour survivre dans cette nouvelle société d'Hokkaido, irriguée par des flots continuels d'immigrés japonais, les Aino ont progressivement abandonné leurs coutumes et leur langue. Aujourd'hui, pour les nouvelles générations, l'ainu est une deuxième langue, si toutefois elles la parlent.

Le dernier Aino n'est pas mort

Le nombre exact de locuteurs ainu n'est pas connu. Seuls des sondages effectués tous les sept ans par le gouvernement de Hokkaido depuis 1972 sur les conditions de vie des personnes *utari* (compatriote, en ainu) permettent d'estimer approximativement la

situation de la langue ainu. Le résultat de l'enquête de 2006, montre que sur 23 782 Aino, 304 connaissent la langue, dont 4,6% estiment la maîtriser au point de pouvoir l'enseigner. Mais il ne faut pas oublier que ces réponses sont subjectives et ne correspondent pas toujours à la réalité. De surcroît, une grande partie de la population ne participe pas aux enquêtes et cache son identité.

Cela dit, le discours sur l'extinction de la langue ainu doit être relativisé. Depuis les années 1990, dès qu'un Aino disparaît, les médias annoncent la mort du dernier locuteur ainu, oubliant que de plus en plus d'Aino se mettent à réapprendre leur langue, stimulés par des personnes âgées ou des linguistes.

Afin de remplacer la loi de 1899 qui avait favorisé la politique d'assimilation, les Aino ont réclamé la promulgation d'une nouvelle loi dès les années 1980. La loi pour la protection et la promotion de la culture ainu a été finalement promulguée en 1997, facilitant notamment l'apprentissage de la langue.

Une loi peut tout changer

Fondée en 1946, l'association ainu d'Hokkaido, la plus grande du Japon, offre gracieusement des cours de langue dans 14 régions à Hokkaido, aussi bien à des étudiants ainu que japonais, mais il n'existe pas de statistiques de fréquentation. La Fondation pour la recherche et la promotion de la culture ainu, créée par la loi de 1997, dispose d'une filière destinée à former des enseignants d'ainu qui accueille sept étudiants par an.

La publication de dictionnaires, de manuels d'apprentissage et de recueils bilingues ainu-japonais de littérature orale ainu augmentent d'année en année. Une chaîne de radio privée de Sapporo diffuse sur le territoire d'Hokkaido, depuis les années 1980, une émission hebdomadaire de cours de langue ainu. En avril 2001, Shigeru Kayano, militant de l'identité ainu et premier parlementaire japonais issu de cette population (1926-2006) a financé la création d'une chaîne radio, FM Pipaushi, qui diffuse localement dans le centre de Hokkaido une émission en ainu deux dimanches par mois.

► Mais, il faut reconnaître que pour l'instant, les Aïnu qui s'intéressent à leur langue sont issus de milieux relativement aisés. La grande majorité des Aïnu sont marginalisés et n'ont pas le temps de se consacrer à l'apprentissage de leur propre langue. Malgré ce regain d'intérêt, tant que l'ainu ne fera pas partie des programmes scolaires à Hokkaido, son avenir ne sera pas assuré. Cette langue fait partie du patrimoine intangible du Japon que le gouvernement devrait protéger, notamment en la reconnaissant officiellement comme deuxième langue nationale.

Kaori Tahara, historienne d'origine ainu, diplômée de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris.



© Flickr/Jens Mattow

Carte postale représentant un groupe ainu. Vers 1990.

Le Kirghiz : une langue « émergente »

Dans les rues de Bichkek, deux langues se côtoient sur les panneaux publicitaires, dans les kiosques à journaux, dans les conversations. Le Kirghizstan, indépendant depuis 1991, a adopté le kirghiz comme langue nationale et gardé le russe comme langue officielle. Un bilan linguistique mitigé.



© UNESCO/Katerina Markelova

Kiosque à journaux russes et kirghiz à Bichkek, capitale du Kirghizstan.

Le Kirghizstan est, avec le Kazakhstan, la seule des 15 ex-républiques soviétiques qui a gardé le russe comme langue officielle aux côtés du kirghiz, langue nationale. Pourtant, cette dernière, qui appartient à la famille des langues turques, est parlée par 73% de la population (soit 3,7 millions de personnes). En même temps, à Bichkek, la capitale, où est centralisée la vie publique et culturelle du Kirghizstan, le russe continue d'être présent, voire dominant.

Les générations éduquées en russe à l'époque de l'Union soviétique, notamment dans les milieux urbains, parlent le kirghiz sans le maîtriser complètement. Souvent, c'est une langue apprise à l'école. « Si demain le gouvernement décidait de passer au kirghiz, je ne m'en sortirais pas dans ma vie professionnelle », dit Jyldyz Asanbayeva, assistante de programme à l'Institut de la politique publique. Elle fait partie des 2 à 3% de Kirghizs ethniques, habitant essentielle-

► ment à Bichkek, qui ne considèrent pas le kirghiz comme leur langue maternelle.

La langue a une longue tradition orale, avec ses fameux conteurs épiques, appelés akyns, mais l'alphabet contemporain, à caractères latins, puis cyrilliques, date seulement des années 1920. Et pendant toute la période soviétique, elle n'est utilisée qu'à la campagne (dans les familles et entre amis) ou dans certains cercles de l'intelligentsia (soucieux de préserver la langue), même si l'enseignement se fait en kirghiz dans la plupart des écoles et qu'il est étudié au plus haut niveau à Moscou et à Leningrad (aujourd'hui, Saint Petersburg).



© Commission nationale kirghiz pour l'UNESCO

L'art des Akyn a été proclamé par l'UNESCO chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité, en 2003.

Le russe : aller - retour

Peu avant l'indépendance, le vent de la pérestroïka aidant, les autorités locales imposent le kirghiz comme langue nationale avec la loi de 1989 sur la langue nationale de la République Soviétique Socialiste de Kirghizie. Mais la volonté politique est une chose et la réalité en est une autre. Faute de moyens, la loi n'est pas appliquée : très rapidement le financement est réduit et les fonctionnaires responsables sont remerciés.

L'intérêt porté à la langue varie en fonction des nombreux changements de gouvernement dans un pays où la situation politique est fortement perturbée. Différents décrets se succèdent en faveur du kirghiz, mais cette politique linguistique protectionniste ne fait qu'exacerber les tensions dans un pays qui abrite 80 groupes ethniques différents recourant au russe pour communiquer entre eux. Inquiets de voir les russophones quitter le pays en masse, les députés votent en 2000 une nouvelle loi sur la langue officielle : le statut du russe est désormais quasi égal à celui du kirghiz, le premier étant langue officielle, le second, langue nationale.

Bonne nouvelle pour les russophones du Kirghizstan qui, en seize ans d'indépendance n'ont pas senti le besoin d'apprendre le kirghiz, faute d'une politique linguistique cohérente.

Les autorités locales souhaitent « créer une nécessité » de parler kirghiz, mais ne s'en donnent pas les moyens. « Notre Institut n'a pas d'argent pour publier les travaux de nos scientifiques. Le manuscrit du Grand dictionnaire russo-kirghiz de 250 pages gît dans un placard couvert de poussière », déplore Kadyraly Konkobayev, directeur de l'Institut de linguistique de l'Académie des sciences du Kirghizstan. Si pendant l'époque soviétique plus de 30 ouvrages fondamentaux sur la langue kirghize ont été publiés, rien ou presque n'a vu le jour depuis l'indépendance du pays.

Et Kadyraly Konkobayev de lancer un autre appel de détresse : « La situation littéraire et artistique est critique. À la faculté des lettres, nous manquons d'auteurs à étudier, dans le domaine de la littérature nationale en kirghiz, et je dois dire que beaucoup de nos écrivains contemporains ne sont pas loin d'être des analphabètes ». Et il n'y a pas que les écrivains, il suffit de voir la qualité des journaux, ajoute-t-il.

« Le travail accompli depuis l'indépendance en matière de développement de la langue est insatisfaisant », explique Tachboo Djumagoulov, président de la Commission pour le développement de la langue nationale. Mais depuis la révolution de mars 2005 (qui a démis de ses fonctions le Président Askar Akaïev) les efforts s'amplifient : « Si avant 2005 la subvention de l'État était de 35 000 dollars, aujourd'hui elle est de 170 000 dollars ».

► Même si ce n'est rien en comparaison des 30 millions de dollars dépensés au Kazakhstan voisin pour la promotion du kazakh, les résultats sont palpables. La télévision en est le meilleur exemple : avant 2005, une seule chaîne diffusait entièrement en kirghiz, actuellement cinq chaînes sur dix consacrent 60% de leur temps d'antenne à des programmes en kirghiz.

L'éducation : le maillon faible

L'éducation semble une grande exclue de la bataille pour la langue nationale. « D'une part on augmente le nombre d'heures d'apprentissage du kirghiz dans les établissements scolaires et universitaires, d'autre part il y a très peu de professeurs qualifiés, même si ces quelques dernières années la situation s'améliore », explique Kadyraly Konkobayev. En effet, un nouveau poste a été créé dans toutes les universités : un vice-recteur pour la langue kirghize, qui a pour mission de promouvoir la langue et d'inciter les professeurs à dispenser les cours en kirghiz (y compris dans les universités russophones).

Grâce aux efforts de la Commission pour le développement de la langue nationale, de nouvelles méthodologies d'enseignement du kirghiz ont été élaborées. Elles remplacent les anciennes, très lourdes et souvent inefficaces, en introduisant des dialogues courts, des jeux et des exemples concrets. Avec un tirage de trois mille exemplaires, il est néanmoins difficile de combler les besoins de plus de 2 100 écoles (dont 1 700 sont entièrement kirghizes) et la quarantaine d'universités à travers le pays dont certaines



© UNESCO/Katerina Markelova

Dans une des plus grandes librairies du pays, les manuels les plus récents en kirghiz datent de 2002.

dispensent des cours en kirghize. Du reste, l'État finance la publication de manuels scolaires mais pas de manuels universitaires. Résultat : ces derniers n'existent pas, tout bonnement.

Le bilan linguistique mitigé du Kirghizstan amène à s'interroger sur les méthodes employées. Imposer une langue sans développer les infrastructures éducatives, est-ce réellement efficace ? Les moyens de la protection de la langue kirghize sont à revoir entièrement, dans le contexte de la mondialisation qui, ici aussi, frappe à la porte avec l'anglais et se fait de plus en plus menaçante.

*Katerina Markelova, journaliste
au Courrier de l'UNESCO*



Le casse-tête indien

Avec quelque 1 650 langues et plus d'un million d'établissements scolaires, tous niveaux confondus, l'Inde se trouve devant un sérieux défi : assurer l'intégrité nationale sans compromettre les intérêts des langues régionales. Elle a inventé la « formule trilingue », difficile à mettre en œuvre.

La Babel indienne se dresse sous forme de pyramide avec, au sommet, le hindi et l'anglais qui restent des langues étrangères pour les deux tiers de la population. Viennent ensuite les langues officielles des États et Territoires (langues régionales), suivies des langues minoritaires, parlés par plus d'un million de locuteurs, mais n'ayant pas de fonction administrative. Des centaines d'autres se trouvent au pied de cet édifice linguistique imposant, sous la houlette d'un commissaire aux minorités linguistiques dont le mandat est consultatif et non contraignant.

Au total : 1 650 langues, dont 400 utilisées comme langues de communication. Parmi ces dernières, 22 sont parlées par 75% des Indiens et figurent dans la Constitution indienne. Celle-ci garantit la protection des langues qui n'y sont pas inscrites, mais seules 60 d'entre elles sont utilisées dans l'enseignement, dont 11 répertoriées comme minoritaires ou tribales.

Une curiosité : le hindi, qui est avec l'anglais, la langue officielle de l'union indienne n'est parlé que par 40% de la population indienne, et est donc en fait minoritaire. La problématique des minorités est très complexe dans la mesure où la langue est un élément étroitement lié à l'identité ethnique et religieuse : par exemple les musulmans parlent l'ourdou, les sikhs le panjabi et les anglo-indiens l'anglais. Tandis que leurs langues sont reconnues par la Constitution, plus de 600 minorités tribales des montagnes parlent des langues qui ne sont pas enseignées à l'école.

La formule trilingue

Le sous-continent compte plus d'un milliard d'habitants, dont 35% sont âgés de moins de 15 ans. Le gouvernement indien a la lourde tâche de gérer un système d'éducation qui date d'environ 150 ans et qui comprend aujourd'hui : 664 041 écoles primaires, 219 626 collèges, 133 492 lycées, 297 universités,



© Flickr/Orso Filippi

Toutes les langues sont bonnes pour la publicité !

8 737 collèges universitaires d'enseignement général et 2 409 instituts professionnels.

Depuis son indépendance en 1947, le pays mène une politique éducative visant l'alphabétisation de masse et le développement économique : facteurs-clés pour unir un peuple fractionné en une multitude de religions, langues, castes et cultures.

Dès 1952, la Commission de l'enseignement secondaire du gouvernement indien, propose les bases d'une politique éducative multilingue comprenant la langue maternelle, la langue régionale (ou d'État), le hindi comme langue de communication générale et une des langues classiques (sanskrit, pali, arabe, persan).

Révisée en 1961, cette proposition prendra le nom de « formule trilingue » (FTL) incluant la langue régionale, le hindi dans les régions non hindiphones ▶



© Flickr/Uba Devesh

L'alphabétisation de masse : école primaire dans le Rajasthan Ouest.

- ▶ ou autre langue indienne dans les régions hindiphones, et l'anglais ou une autre langue européenne.

Enfin, entre 1964 et 1966, la Commission pour l'éducation propose une version modifiée de la FTL : la langue maternelle ou la langue régionale, une langue officielle (hindi ou anglais), et une autre langue moderne, indienne ou étrangère.

Sur les 12 années d'études de primaire et secondaire, l'enseignement se fait dans la langue maternelle ou régionale de la 1^e à la 5^e année, la FTL est introduite à partir de la 6^e année.

Il n'existe pas de formule magique

Reconnue comme norme nationale, la FTL n'est pas pour autant appliquée à la lettre dans tous les États. Il s'agit plutôt d'un projet hypothétique que d'une réalité sociale. Bien que la priorité soit accordée à l'enseignement dans la langue maternelle au moins au début de l'éducation formelle, si non durant toute la scolarité, il n'est pas obligatoire. Certains États, comme le Tamil Nadu, par exemple, ont opté pour deux langues au lieu de trois, dans d'autres, l'apprentissage d'une langue moderne est remplacé par une langue classique comme le sanskrit ou l'arabe. Dans certaines écoles, au lieu du hindi, on enseigne le français ou l'allemand.

Échec de la politique d'État? Ou plutôt, dirions-nous, une politique linguistique dynamique et flexible en matière d'éducation qui s'efforce de concilier d'une part la tradition et la modernité et d'autre part les responsabilités institutionnelles et civiles.

Car il faut bien comprendre que les langues minoritaires/tribales sont étroitement liées à l'identité culturelle, religieuse et ethnique, mais en même temps elles sont « inutiles » dans la vie moderne. Les communautés minoritaires sont déchirées entre deux tendances : certaines réclament leurs droits et se

battent pour que leur langue obtienne un statut officiel ; d'autres, en revanche, choisissent de s'assimiler à la majorité.

Afin de protéger les langues minoritaires et préserver le patrimoine millénaire dont elles sont porteuses, il est question de transformer la formule trilingue en quadrilingue. Mais rien n'est acquis pour l'instant.

L'État a beau garantir l'enseignement dans une langue minoritaire du moment qu'une classe comprend 10 élèves dont c'est la langue maternelle, le fait est que la plupart des parents préfèrent que leurs enfants apprennent l'anglais ou soient éduqués en anglais. Les langues « non constitutionnelles » ne sont pas « monnayables sur le marché » et, souvent, l'ascension sociale passe avant l'identité socioculturelle.

Appasamy Murugaiyan, linguiste indien, enseigne à l'École pratique des Hautes Études, Paris



© UNESCO/Mani Ngonekeo

Le Vénérable Chandaratana, à Sankassa, Inde.

Hubert Reeves

Mettre les géosciences au service de l'humanité, tel est l'objectif de l'Année Internationale de la Planète Terre, lancée à l'UNESCO le 12 février. Cette année, l'Union Internationale des Sciences Géologiques et l'UNESCO ont pris l'initiative de placer le développement durable et la promotion des sciences de la Terre (géologie, géophysique, paléontologie, météorologie...) au cœur de leurs priorités. Il s'agit d'un véritable pacte pour un monde meilleur.

Pour annoncer le lancement de cette Année internationale, à laquelle il consacrera un de ses prochains numéros, le Courrier vous propose un entretien avec le célèbre astrophysicien québécois Hubert Reeves.

Propos recueillis par Jasmina Šopova

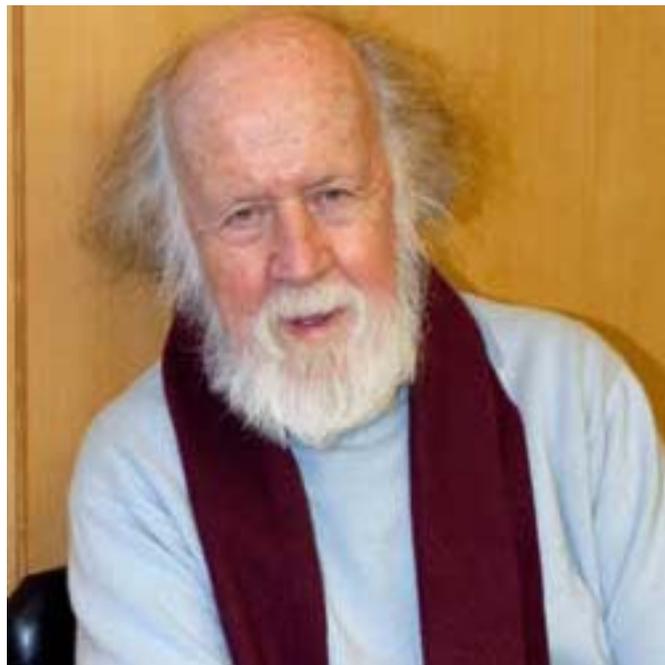
Pourquoi êtes-vous passé de l'immensité de l'univers à la fragilité de la Terre ?

Parce que si l'astronomie nous apprend comment nous en sommes venus à exister sur Terre, l'écologie nous apprend comment y rester. Nous connaissons les merveilles des étoiles, des galaxies, qui touchent à notre passé et à notre présence ici (les atomes qui sont formés dans les étoiles etc.) et nous découvrons que notre survie sur Terre est menacée. Comment ne pas s'en inquiéter ?

Souvent, les gens me disent : « avant, vous nous parliez des galaxies, vous nous faisiez rêver et maintenant vous nous racontez des choses dures ». Je réponds qu'il faut être réaliste. On ne peut pas passer son temps à rêver. On ne peut pas faire l'autruche. Il faut avoir une bonne connaissance de la situation de la Terre pour savoir comment agir.

Je suis venu progressivement à la question de l'environnement. Pendant les conférences que je donnais dans les années 1980, j'ai commencé à évoquer ce problème, qui s'est fait de plus en plus présent au fil du temps, jusqu'à devenir un sujet crucial. Mais je donne encore des conférences sur l'astronomie aussi.

J'essaie de parler utile. C'est-à-dire, ne pas prêcher des convertis, mais m'adresser à des groupes qui sont moins impliqués dans les problèmes de l'environnement. J'ai fait des conférences à des agents immobiliers, par exemple, à des notaires, à des camionneurs...



© UNESCO/Michel Ravassard

Hubert Reeves

Ils tombent des nues quand on leur explique ce qui se passe.

Êtes-vous alarmé ?

Je l'étais davantage il y a quelques années. Mais il y a un tel changement un peu partout dans le monde qu'aujourd'hui je suis plus encouragé. Souvent, on me demande si je suis optimiste ou pessimiste. Je réponds par une phrase de Jean Monnet, un des fon-



© Stock.xchng/Terri Heisele

La disparition rapide des abeilles a pour conséquence la diminution de la pollinisation des arbres.

- dateurs de l'Europe, il y a 50 ans, à l'époque où personne ne croyait vraiment à l'Europe. Il disait : « l'important, ce n'est pas d'être optimiste ou pessimiste, c'est d'être déterminé ».

Il faut dire que ces deux dernières années, la prise de consciences des problèmes environnementaux a beaucoup évolué, grâce à des personnes comme l'Américain Al Gore [Prix Nobel de la paix, 2007], l'écologiste français Nicolas Hulot, dont le pacte écologique [2006] a obligé les politiques à prendre position, ou l'économiste britannique Nicolas Stern, qui a évalué le coût du réchauffement climatique en milliers de milliards de dollars [Rapport Stern sur l'économie du changement climatique, 2006].

En 2001, vous êtes devenu président du ROC.

Le Rassemblement des Opposants à la Chasse (ROC) a été fondé en 1976 par Théodore Monod, à une période

où la chasse en France n'était pas du tout contrôlée. Il en a été le président et c'est à sa mort, en 2001, qu'on m'a demandé de prendre sa place. Depuis, les problèmes ont changé et les missions aussi, tout comme le nom de l'association qui est devenue la Ligue ROC pour la préservation de la faune sauvage.

Aujourd'hui, nous sommes très préoccupés par les disparitions de milieux naturels et par les pesticides qui contribuent à ce qu'on appelle l'« érosion de la biodiversité ». La vitesse à laquelle nous exterminons les espèces animales et végétales constitue l'un des aspects les plus inquiétants. Dans la nature, les espèces ne sont pas indépendantes. Chaque disparition d'une espèce entraîne celles de beaucoup d'autres, et affaiblit ainsi l'écosystème.

Un exemple très frappant est celui des abeilles. La disparition rapide des abeilles a pour conséquence la diminution de la pollinisation des arbres. Et sans pollinisation, il n'y a pas de fruits. Et les fruits contribuent d'une façon essentielle à la survie de l'espèce humaine.

Dès qu'un élément de cet édifice de la vie, qui s'est construit au cours de millions d'années et dont la solidité repose sur l'interdépendance des espèces, disparaît, le tout s'appauvrit. La biodiversité, c'est, il faut insister, notre garantie de survie.

Estimez-vous que les décideurs politiques réagissent assez rapidement ?

Le Grenelle de l'environnement qui s'est tenu en octobre dernier en France est un bon exemple. Le Président français Nicolas Sarkozy l'a promis et il l'a fait. Cela n'arrive pas tous les jours que des hommes politiques tiennent leurs promesses d'avant les élections.

L'originalité du Grenelle est d'avoir réuni des partenaires qui ont des convictions opposées : par exemple des agriculteurs qui défendent une agriculture productiviste recourant à beaucoup de pesticides et des groupes écologiques. Ce Grenelle représente un réel progrès. J'ai des raisons de croire même que les actes vont suivre les paroles. Parce que, dans le fond, les gens ne sont pas fous. Et même ceux qui se fichaient de la disparition des papillons ou des fleurs sauvages commencent à comprendre que s'ils n'investissent pas maintenant dans des actions positives, ça va leur coûter beaucoup plus cher dans l'avenir. ►

► **Et dans les autres pays ?**

Les États-Unis bougent beaucoup. George Bush a tout bloqué, mais les États comme la Californie ou la Nouvelle Angleterre sont devenus extrêmement « verts ». En Europe, les pays du Nord sont généralement beaucoup plus actifs. La France se réveille, l'Espagne commence à bouger. Mais ce qui est très important, c'est que la Chine commence à réagir elle aussi. Par ailleurs, on n'a pas vraiment de bonnes nouvelles de l'Inde, mais je crois que ça viendra, parce qu'encore une fois, les gens se rendent bien compte de ce qui se passe.

Est-ce utopique d'imaginer un Grenelle à l'échelle internationale, organisé par l'UNESCO, par exemple ?

Ce serait génial que les gouvernements écoutent les composantes des sociétés civiles pour qu'elles participent à l'évolution du monde et pourquoi pas sous le regard de l'UNESCO.

Et pour terminer la conversation sur un autre sujet qui peut sembler utopique : croyez-vous qu'il existe une planète qui va accueillir l'humanité si nous détruisons la nôtre ?



© Flickr/Jens Trebtow

Cette scène en Chine prouve qu'il est indispensable de sensibiliser tous les corps de métiers, y compris les camionneurs, comme le préconise Hubert Reeves.

Je n'en sais rien. Il y a des personnes qui croient que si ça va trop mal sur Terre, on ira sur une autre planète. Pour moi, ce n'est pas la bonne solution, car si nous nous avérons incapables de préserver notre planète, nous ne ferons que transporter nos problèmes sur une autre.



Hommage

Le « prince médecin »

Il y a deux cents ans, naissait le Prince Wongsá Dhiraj Sanid, fils Roi Rama II de Thaïlande (1809-1824). En reconnaissance de son rôle en faveur de la paix, de la santé et de la culture, l'UNESCO s'associe à la célébration de cet anniversaire. Il est le 17^e ressortissant thaïlandais à recevoir cet honneur.

Son Altesse Royale le Prince Phra Chao Baromawongse Ther Krom Luang Wongsá Dhiraj Sanid (1808 - 1871) apporta, dans les domaines politique, scientifique et culturel, une contribution des plus bénéfiques à la Thaïlande. Avidé de s'instruire auprès des missionnaires étrangers et de mettre leurs connaissances, sans parti pris, au service de ses concitoyens, il fut salué comme un partisan de la modernité au sein de la famille royale.

Le Prince Wongsá Dhiraj Snid consacra la majeure partie de son existence à négocier pour la paix et la prospérité de la Thaïlande. Sa maîtrise de l'anglais, ainsi que son talent diplomatique, firent de lui, sous le règne de son frère le roi Rama IV (1851 - 1868), le prince le plus remarquable des relations internationales thaïlandaises.

Au 19^e siècle, l'élan colonial encouragea les pays européens à acquérir des terres en Asie du Sud-Est. ►

► La Thaïlande – alors le Siam – ne fit pas exception à la règle. Le Prince Wongsa Dhiraj Snid fut chargé par Rama IV de prendre la tête de l'équipe de négociateurs siamois et de conclure plusieurs accords avec les pays occidentaux, dont la Grande-Bretagne, la France, la Prusse, le Danemark et les États-Unis. Les traités signés sous sa direction visaient à resserrer les relations politiques, juridiques et de libre-échange entre le Siam et les autres pays. Fin diplomate, il mena à bon terme plusieurs accords et parvint à instaurer un équilibre entre les forces occidentales présentes au Siam. Il contribua ainsi non seulement au maintien de la paix, mais aussi à l'ouverture de son pays sur le monde en vue de sa modernisation.

Diplomate, scientifique et poète

Favorable au développement des sciences, le Prince Wongsa Dhiraj Snid fut le premier médecin thaï à introduire la quinine, le remède occidental employé dans le traitement du paludisme, et à l'appliquer avec succès sur des patients thaïs. Sa mère, Chao Chom Marnda Prang (Yai), descendante de la famille royale de Bangchang, était détentrice du savoir médical traditionnel. Le Prince s'était formé à la médecine occidentale auprès des missionnaires venus en Thaïlande au début de la dynastie Chakri (1782-1851). Sous le règne de Rama III (1824 - 1851), autre frère du Prince, celui-ci fut nommé à la tête du Krom Mor Luang, le Ministère de la médecine royale, et servit comme médecin personnel de Rama IV, si bien que les étrangers présents en Thaïlande le surnommèrent « le prince médecin ».

Outre la pharmacopée occidentale, il s'intéressa aux remèdes traditionnels thaïs, étudiant les propriétés de 166 plantes médicinales qu'il consigna dans un ouvrage qui devint le premier manuel de phytothérapie thaïlandaise. Conservé à la Bibliothèque du Palais de Thapra, à l'Université Silpakorn de Bangkok, il fit l'objet de plusieurs réimpressions (1922, 1984, 1991 et 2003). Les compétences médicales du Prince lui valurent la reconnaissance de nombreux instituts européens qui l'invitèrent à devenir un de leurs mem-

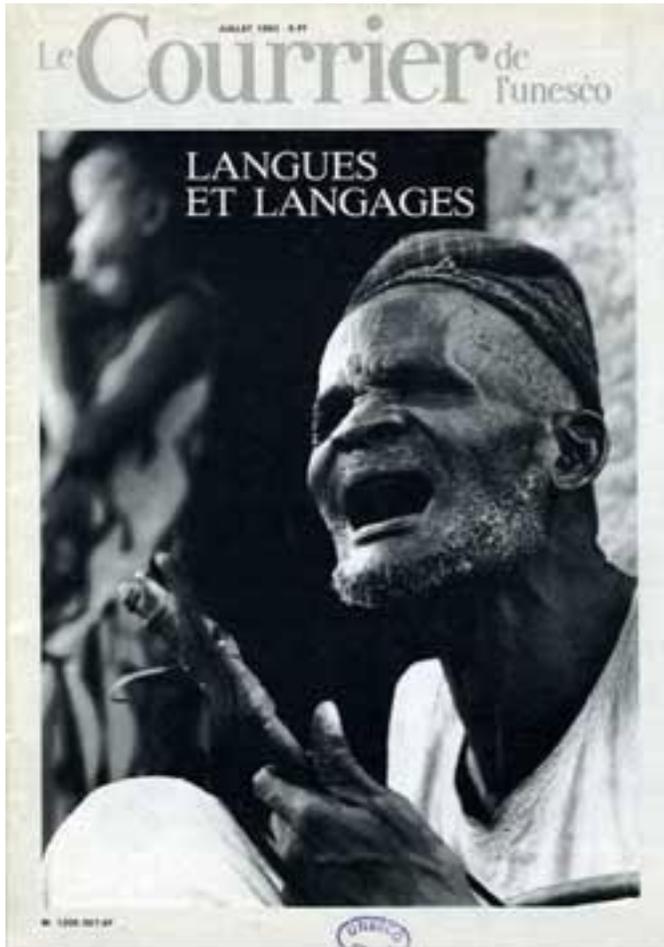


Le Prince Wongsa Dhiraj Sanid.

bres actifs. Il fut aussi le premier médecin thaï à se voir décerner le diplôme de l'Académie de médecine de New York.

Le Prince Wongsa Dhiraj Snid s'illustra également comme un philologue et un poète de premier plan. Son adaptation du Jinda Manee, la grammaire du thaï datant de la période Ayutthaya, devint par la suite le premier manuel du programme scolaire national mis en place sous le règne de Rama V. Wongsa Dhiraj Snid procéda aussi à une révision des Annales de l'Ayutthaya (édition autographique royale réimprimée en 2005), considérées comme l'ouvrage de référence de l'histoire thaïlandaise. Il composa également des poèmes, tels que Pleng Yao Samchai et Nirat Phra Pathom Pathon, qui parurent, respectivement, en 1921 et 1922. Son oeuvre littéraire est conservée à la Bibliothèque universitaire Chulalongkorn de Bangkok.

*Watchara Saengsrin,
journaliste à The Nation (Thaïlande)*



Le Courrier remonte le temps avec les langues

Depuis sa création, le *Courrier de l'UNESCO* a consacré plusieurs numéros et un grand nombre d'articles aux questions liées aux langues. Quelques exemples que vous trouverez dans la bibliothèque de l'UNESCO :

<http://unesdoc.unesco.org/ulis/fre/index.shtml>

Le verbe multicolore, dossier de février 1994 :

Les pouvoirs de la langue par Claude Hagège - article publié en mars 1986 :

Langues et langages, dossier de juillet 1983 :

Le mois prochain

« Femmes entre deux rives »

De Doris Lessing (Royaume-Uni) à Kiran Desai (Inde-États-Unis), en passant par Véronique Tadjo (Côte d'Ivoire), plusieurs femmes de lettres venues des quatre coins du monde expriment leurs préoccupations dans le prochain numéro du *Courrier*.

Dossier publié à l'occasion du 8 mars, Journée internationale de la femme.

© Rapho/Edouard Boubat

Sophie, Collioure, France 1954. Exposition « Edouard Boubat – Révélation », du 16 janvier au 30 mars, à la Maison Européenne de la Photographie (Paris).



Partenaires

SIL International

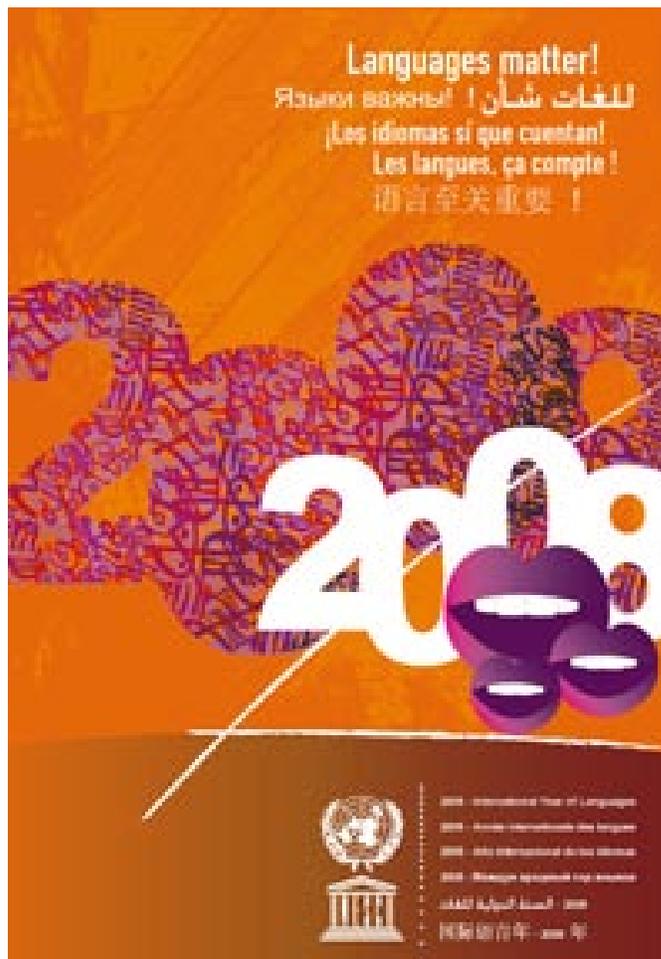
Fondé il y a 70 ans, SIL International s'est spécialisé dans les langues dites « rares ». SIL a travaillé sur plus de 1800 langues, parlées par plus d'un milliard de personnes dans quelque 70 pays. Partenaire de l'UNESCO depuis plus de 50 ans, SIL International collabore actuellement avec l'Organisation dans le domaine du multilinguisme dans le cyberspace, de l'éducation multilingue et de la préservation et promotion des langues en danger.

Union Latine

L'Union Latine est une organisation internationale fondée en 1954 par la Convention de Madrid pour mettre en valeur et diffuser l'héritage culturel et les identités du monde latin. Présente sur quatre continents, l'Union Latine s'attache à faire prendre conscience de l'importance des cultures et des langues latines en agissant dans trois domaines : culture et communication, promotion et enseignement des langues, terminologie et industrie de la langue.

Académie Africaine des Langues

L'Académie Africaine des Langues est une structure chargée de l'ensemble des questions de langues sur le continent africain. Elle vise à établir un véritable partenariat entre les langues africaines et les autres langues utilisées aujourd'hui à travers l'Afrique (anglais, français, espagnol, portugais...), dans la perspective d'une éducation citoyenne interculturelle.



© UNESCO/Maro Haas

Couverture de la brochure de l'Année internationale des langues, 2008.

Le Courrier de l'UNESCO est publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy – 75352 Paris 07 SP, France

Renseignements par courriel : courier.unesco@unesco.org

Directeur de la publication : Saturnino Muñoz Gómez

Éditeur pour le français : Agnès Bardon

Éditeur pour l'espagnol : Lucía Iglesias Kuntz

Éditeur pour le russe : Katerina Markelova

Assistant éditorial : José Banaag

Plateforme web : Stephen Roberts, Fabienne Kouadio, Chakir Piro

Rédacteur en chef : Jasmina Šopova

Éditeur pour l'anglais : Ariane Bailey

Éditeur pour l'arabe : Bassam Mansour

Éditeur pour le chinois : Weiny Cauhape

Photos et rubriques : Fiona Ryan

Maquette : Gérard Prosper

Les articles et photos sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du Courrier de l'UNESCO », en précisant la date.

Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO.

Les frontières sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

ISSN 1993-8616